

INSTRUCTION

N° 97-065-B2 du 20 mai 1997

NOR : BUD R 97 00065 J

Texte publié au BOCP

DÉPENSES DE L'ÉTAT PAYÉES SANS ORDONNANCEMENT PRÉALABLE - AIDES À L'APPRENTISSAGE -

ANALYSE

Règles d'enregistrements et d'ajustements comptables.

Date d'application : 01/01/1997

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; DÉPENSE SANS ORDONNANCEMENT PRÉALABLE ; APPRENTISSAGE ; AIDE FINANCIÈRE ; ENREGISTREMENT ; COMPTABILITÉ

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGT	TPGR	DOM										

DIFFUSION

CS 22

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C3

SOMMAIRE

1. LA PROCÉDURE	3
2. AJUSTEMENT AVEC LA COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE DE L'ORDONNATEUR ET PRODUCTION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES	3
2.1. A la fin de chaque trimestre.....	3
2.2. En fin de gestion	4

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Décret n° 96-493 du 6 juin 1996.....	5
---	---

Le décret n° 96-493 du 6 juin 1996 (cf annexe 1) instituant une indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis en application de la loi n° 96-376 du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage et modifiant le code du travail dispose que cette indemnité est liquidée et payée par les comptables du Trésor sans ordonnancement préalable.

Ce texte, confiant aux comptables supérieurs du Trésor la liquidation et la mise en paiement de ces indemnités dues aux employeurs d'apprentis, tend à promouvoir une organisation du travail des services administratifs et comptables, adaptée à ce type de paiement.

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions générales d'application de cette procédure et d'apporter à la réglementation actuelle certains aménagements susceptibles de faciliter la tâche des services gestionnaires et des comptables chargés de la liquidation et de la mise en paiement des aides.

1. LA PROCÉDURE

La procédure instituée modifie la répartition traditionnelle des tâches entre les ordonnateurs et les comptables.

Conformément au décret précité, les volets des formulaires de demande d'aide sont transmis aux trésoreries générales par le directeur du centre de formation d'apprentis ou le responsable de l'établissement.

Lors de la liquidation de la dépense, les comptables sont invités à vérifier que les volets des formulaires susvisés sont correctement remplis et qu'ils comportent l'ensemble des visas prévus à cet effet. Le paiement de la dépense intervient ensuite sans émission de mandats.

2. AJUSTEMENT AVEC LA COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE DE L'ORDONNATEUR ET PRODUCTION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

2.1. A LA FIN DE CHAQUE TRIMESTRE

A la fin de chaque trimestre, les dépenses payées au cours du trimestre écoulé sont récapitulées sur un état faisant apparaître par employeur les sommes payées au titre de l'aide à l'apprentissage. Ces états sont signés par les comptables.

Les bordereaux sommaires et éventuellement les états de discordance sont établis dans les conditions habituelles mais ne sont signés que par les seuls comptables, la partie des bordereaux sommaires réservés aux ordonnateurs n'est pas servie.

Un exemplaire des états récapitulatifs des dépenses et des bordereaux sommaires sont transmis à l'ordonnateur secondaire concerné à savoir le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle pour les versements des indemnités compensatrices dues aux employeurs d'apprentis en métropole ou le directeur départemental du travail et de l'emploi et de la formation professionnelle pour le versement des indemnités compensatrices dues aux employeurs d'apprentis dans les DOM.

Il est précisé que la production à la Cour des comptes des pièces de dépenses relatives à la prime à l'apprentissage intervient dans les conditions habituelles fixées pour la production des pièces de dépenses payées après ordonnancement et que leur présentation est effectuée conformément aux dispositions de l'instruction n° 93-142-B1 du 17 décembre 1993.

2.2. EN FIN DE GESTION

L'état récapitulatif établi à la fin du 4ème trimestre de la gestion doit présenter les dépenses du dernier trimestre mais également les dépenses cumulées au titre de la gestion écoulée. Un exemplaire de l'état est transmis à l'ordonnateur secondaire.

Les bordereaux sommaires du 4ème trimestre établis par l'ACCT ainsi que les états de discordance sont transmis au visa de l'ordonnateur secondaire. Contrairement aux bordereaux sommaires des trois premiers trimestres, ceux du 4ème trimestre doivent être signés certes par les comptables mais également par les ordonnateurs.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL

ANNEXE : Décret n° 96-493 du 6 juin 1996

Décret n° 96-493 du 6 juin 1996 instituant une indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis en application de la loi n° 96-376 du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage et modifiant le code du travail (troisième partie : Décrets)

NOR:TASF9610710D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales,

Vu le code du travail, notamment l'article L. 118-7 issu de l'article 4 de la loi n° 96-376 du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage ;

Vu la loi n° 96-376 du 6 mai 1996 portant réforme du financement de l'apprentissage ;

Vu l'avis du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continué en date du 30 avril 1996 ;

Vu l'avis de la commission permanente du Conseil supérieur de la formation professionnelle en date du 2 mai 1996,

Décrète :

Art. 1er. - Il est inséré au titre Ier du livre Ier de la troisième partie (Décrets) du code du travail un chapitre VIII ainsi rédigé :

"Chapitre VIII

"Indemnité compensatrice forfaitaire

versée aux employeurs d'apprentis

"Art. D. 118-1. - Les contrats d'apprentissage ayant fait l'objet de l'enregistrement prévu à l'article L. 117-14 ouvrent droit, en application de l'article L. 118-7, à une indemnité compensatrice forfaitaire composée ;

"a) D'un versement au titre de l'aide à l'embauche d'apprentis, intervenant à l'issue des deux premiers mois visés à l'article L. 117-17 lorsque l'embauche est confirmée ; ce versement est effectué à l'employeur signataire du contrat d'apprentissage ;

"b) D'une indemnité de soutien à l'effort de formation réalisé par l'employeur ; cette indemnité est attribuée sous la forme de versements effectués à l'issue de chaque année du cycle de formation à l'employeur de l'apprenti à la date de fin de ce cycle.

"Les contrats d'apprentissage dont la durée est inférieure au minimum prévu au premier alinéa de l'article L. 115-2 n'ouvrent pas droit à l'indemnité compensatrice forfaitaire.

"Les contrats d'apprentissage prolongés en application de l'article L. 117-9 ne donnent pas lieu à l'attribution du versement au titre de l'aide à l'embauche.

"Art. D. 118-2. - Le montant des versements prévus à l'article D. 118-1 est fixé par le tableau figurant ci-après, sous réserve des dispositions suivantes :

"a) Dans les départements d'outre mer, les versements effectués au titre du soutien à l'effort de formation sont majorés de 2 000 F ;

"b) Lorsque la durée de la formation suivie par l'apprenti en centre de formation d'apprentis ou en section d'apprentissage au cours d'une année du cycle de formation est supérieure à 600 heures, le versement au titre du soutien à l'effort de formation est majoré de 50 F pour chaque heure de formation effectuée au-delà de 600 heures, dans la limite de 200 heures.

ANNEXE (suite et fin)

AGE DU JEUNE A LA DATE	MOINS de	18 ANS
	18 ans	et plus
de signature du contrat d'apprentissage	(en francs)	(en francs)
Montant du versement au titre du soutien à l'embauche	6 000	6 000
Montant des versements au titre du soutien à l'effort de formation	10 000	12 000

"Art. D. 118-3. - Lorsque l'embauche de l'apprenti est confirmée à l'issue des deux premiers mois visés à l'article L. 117-17, l'employeur transmet au directeur du centre de formation d'apprentis ou au responsable de l'établissement où est créée la section d'apprentissage où est inscrit le jeune un formulaire de demande d'aide remis par le service chargé de l'enregistrement du contrat.

"Dès réception de ce formulaire, le directeur du centre ou le responsable de l'établissement transmet à la trésorerie générale de région chargée de la liquidation et du paiement de l'aide le volet relatif au versement au titre de l'aide à l'embauche, après apposition de son visa confirmant l'inscription du jeune.

"Les volets relatifs aux versements effectués au titre du soutien à l'effort de formation sont transmis par le directeur du centre ou le responsable de l'établissement à la trésorerie générale de région mentionnée ci-dessus à l'issue de chaque année du cycle de formation, après apposition d'un visa confirmant que le jeune a effectué l'année de formation prise en considération, et attestant la durée de la formation effectivement suivie.

"L'indemnité compensatrice forfaitaire définie à l'article D. 118-1 est liquidée et payée par les comptables du Trésor sans ordonnancement préalable.

"Art. D. 118-4. - L'employeur est tenu de reverser à l'Etat l'intégralité des sommes perçues au titre du soutien à l'embauche d'apprentis dans les cas suivants :

"a) Rupture du contrat de travail, à l'exception des cas de licenciement pour force majeure, de résiliation sur accord des consignataires faisant suite à une demande écrite du jeune ou à l'obtention du diplôme ou du titre préparé en application du quatrième alinéa de l'article L. 115-2, ou, en cas de faute grave ou de manquement répétés de l'apprenti à ses obligations, de résiliation par le conseil de prud'hommes conformément aux dispositions de l'article L. 117-17 ;

"b) Décision d'opposition à l'engagement d'apprentis prise dans les conditions prévues par les articles L. 117-5 et L. 117-5-1."

Art. 2. - Les contrats d'apprentissage conclus avant le 1er janvier 1996 ne donnent pas lieu à l'attribution du versement au titre de l'aide à l'embauche visé à l'article D. 118-1 du code du travail dans sa rédaction issue du présent décret.

Les contrats conclus du 16 janvier 1995 au 31 décembre 1995 ouvrent droit, pour la première année du cycle de formation, au titre du soutien à l'effort de formation, à un versement dont le montant est fixé à 10 000 F.

Pour la deuxième année du cycle de formation, les contrats conclus du 1er janvier 1994 au 31 octobre 1994 ouvrent droit, au titre du soutien à l'effort de formation, à un versement dont le montant est fixé à 4 000 F, et les contrats conclus du 1er novembre 1994 au 31 décembre 1995, à un versement dont le montant est fixé à 10 000 F.

Les contrats conclus du 1er janvier 1994 au 31 décembre 1995 ouvrent droit, pour la troisième année du cycle de formation, au titre du soutien à l'effort de formation, à un versement dont le montant est fixé à 4 000 F.

Les dispositions du b de l'article D. 118-2 du code du travail, dans sa rédaction issue du présent décret, sont applicables aux versements visés aux trois alinéas précédents. Toutefois, les heures de formation dispensées avant le 31 décembre 1995 ne sont pas prises en compte dans le calcul de la majoration applicable aux versements au titre du soutien à l'effort de formation effectués en 1996.

Art. 3. - Les dispositions du présent décret s'appliquent aux contrats d'apprentissage conclus à compter du 1er janvier 1996 ainsi qu'aux contrats d'apprentissage conclus entre le 1er janvier 1994 et le 31 décembre 1995, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Art. 4. - Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, le ministre délégué à l'outre mer et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.